

REPÈRES

Histoire

4 mars 1975. Émilien Amoury ferme l'imprimerie du *Parisien libéré* de la rue d'Enghien à Paris. Grève et occupation.

Décembre 1975. Action aux Arts-et-Métiers lors d'une visite du président Giscard d'Estaing. Matraquage à la sortie.

21 février 1977. Les Champs-Élysées sont couverts de journaux saisis à la sortie de l'imprimerie Amoury.

16 août 1977. Un accord est finalement signé : pas de licenciement, pas de baisse de salaire.

FÊTE, LUTTE ET SOLIDARITÉ

Accompagnant les travailleurs du *Parisien* en lutte, Henri Krasucki a forgé cette formule : « *La lutte est dure, mais elle n'est pas triste.* » Les imprimeries du *Parisien* furent occupées durant de longs mois, du 4 mars 1975 au 5 décembre 1976. Bernard Dubois, jeune photographe, a en charge la confection de journaux et l'organisation d'initiatives spectaculaires. Il raconte : « À la fête du 14-Juillet, il y avait Lény Escudero, Georges Moustaki, Colette Magny, Catherine Ribeiro, Francesca Schiaville. Tous sont venus *gratuitement, ce fut le plus grand bal de Paris, dans la rue d'Enghien. On a cru que la rue allait exploser.* Catherine Ribeiro, une femme extraordinaire, venait avec sa fille et passait des soirées avec nous. Chaque fois qu'elle faisait un gala, elle nous donnait une somme importante. »



PARIS, LE 12 JUIN 1975 : DES SYNDICALISTES DE LA CGT ET DE LA CPDT DÉFILENT DE RÉPUBLIQUE À BASTILLE POUR SOUTENIR LES REVENDEURS DE LA RUE D'ENGHEN ET DES TRAVAILLEURS DU *PARISIEN LIBÉRÉ*. PHOTO RUE DES ARCHIVES/AGIP

Le Parisien libéré : trente mois de conflits et quelques « rodéos »

En mai 1975, Émilien Amoury, patron du *Parisien libéré*, liquide son imprimerie de la rue d'Enghien à Paris. Son but : se débarrasser des ouvriers du Livre CGT et d'un des acquis de la Libération. Il choisit l'affrontement. Les ouvriers, innovant et multipliant les formes de lutte, vont résister.

Le mardi 4 mars 1975, Émilien Amoury décide d'arrêter la production du *Parisien libéré* dans l'imprimerie de la rue d'Enghien. Il vient de lancer le conflit le plus long de la presse parisienne. Un conflit qui allait durer trente mois. Au début des années soixante-dix, les éditeurs veulent clore le chapitre commencé à la Libération, qui a vu une classe ouvrière se structurer efficacement dans les imprimeries et obtenir des acquis qui leur sont devenus insupportables.

Dans la presse, les relations amicales entre les patrons issus de la Résistance et la CGT ont bien changé. Aux côtés d'Hachette, les représentants de poids du patronat ne sont plus des résistants, ni des hommes de dialogue et de progrès. Ils se nomment Robert Hersant, l'homme qui monte, et Émilien Amoury, surnommé Jupiter. Ils sont, ou vont très vite l'être, à la tête de véritables empires.

Émilien Amoury, patron du *Parisien libéré*, tiré à 700 000 exemplaires, prend l'initiative du conflit en prétendant construire sa nouvelle imprimerie sans ouvriers du Livre CGT et appliquer des conventions collectives inférieures à celles en vigueur. À toutes les tentatives de négociation de la partie ouvrière, il présente des propo-

sitions provocatrices pour rompre rapidement toute discussion et opte finalement pour le passage en force. Émilien Amoury n'a rien improvisé. Il a commandé de nouvelles rotatives aux États-Unis. Il a recruté du personnel par un ami : le secrétaire général de Force ouvrière. Et, dès le 6 mars, il tente de faire paraître son journal en France, puis en Belgique et, enfin, battant tous les records d'installation, en démarquant son imprimerie à Saint-Ouen le 9 juin.

Les ouvriers du Livre ont le sentiment de se faire « voler leur travail » et vont reprendre à faire obstacle à ces agissements. Si cela est possible, ils tenteront de dissuader par le dialogue les salariés de réaligner ces parutions. Lorsque cela ne sera pas possible, et cela le sera de moins en moins car le pouvoir politique, notamment Giscard d'Estaing, Chirac et Ponirowski, mettra en mouvement de nombreuses forces de l'ordre et de répression, ils empêcheront la parution du journal par des moyens plus expéditifs, en bloquant les camions et en

détruisant les numéros du *Parisien libéré*. Ces initiatives audacieuses seront baptisées « rodéos ».

Le Comité intersyndical du Livre parisien, comprend vite l'importance de l'attaque à laquelle il est confronté. Il sait que la bataille sera longue, qu'il faut que tous les ouvriers de la presse soient unis et impliqués dans le conflit. Il est décidé qu'ils verseront 10 % de leur salaire, tous les mois, pour assurer le salaire de leurs camarades du *Parisien*.

Les « rodéos » ne font pas l'unanimité dans les premiers mois, y compris dans la CGT. Ils sont pourtant indispensables car ils touchent l'adversaire au cœur, à la production. Ils comportent des risques physiques et judiciaires. Une commission dite des « loisirs » aura la charge de les organiser et évitera les accidents. Elle ne pourra empêcher qu'un typographe perde la vue à la suite d'un tir de grenade lacrymogène par un policier. Un collectif d'avocats batallera pour sortir de prison les ouvriers qui se faisaient arrêter.

Il faudra populariser la lutte, ses causes et les objectifs du syndicat. L'aide d'Henri Krasucki, secrétaire de la CGT, sera sur ce plan, et sur bien d'autres, précieuse. Il utilisera la formule « *mettre les rieurs de notre côté* ». On organisera des actions spectaculaires. Parmi beaucoup d'autres : l'occupation de Notre-Dame, de la barrière de la porte Saint-Denis, de la cour du Palais-Bourbon, du Grand Étréquier, l'émission de Jacques Chancel, du conservatoire des Arts et Métiers qui donna lieu à un matraquage féroce, du paquetot France, de la mairie du ministre du Travail à Saint-Etienne, du Tour de France et d'autres...

Il y eut des manifestations dynamiques, colorées, déguisées, à vélo, en voiture à contresens des Grands Boulevards, des débats, des éditions du *Parisien* spécial grève, des rencontres dans tout le pays, des concerts, des matchs de foot, un livre... Dans le même temps, le Comité Intersyndical isole

Émilien Amoury en entrant avec les autres éditeurs d'importantes négociations sur la modernisation de la presse et ses conséquences.

Un accord-cadre est signé le 7 juillet 1976, bien nommé car si les modalités ont changé au fil des années, les grands principes sont encore à l'œuvre aujourd'hui, notamment celui qui pose que la modernisation ne peut conduire au chômage.

Par ses formes de lutte, l'engagement et la solidarité qu'il fit naître et les solutions qu'il a dégagées, ce conflit a marqué profondément toute une profession, les militants du Livre parisien mais également le mouvement ouvrier. Entre Lip et la sidérurgie lorraine, le *Parisien libéré* allait se placer aux côtés des luttes emblématiques de la décennie. ●

MARC NORQUEZ,
ANCIEN SECRÉTAIRE DU SYNDICAT GÉNÉRAL DU LIVRE
ET DE LA COMMUNICATION ÉCRITE (CGT)